

LE 15 SEPTEMBRE C'EST LA RENTRÉE, CHOISIS TA CLASSE !

Douze journées de manifestations et de grève depuis début mars ont rassemblé dans les rues des millions de salariés, retraités, privés d'emploi et jeunes contre la « loi travail ».

Plusieurs mois de luttes qui ont contraint le gouvernement à trois recours à l'article 49-3 et une loi promulguée à la hâte en pleine période estivale.

Ceux qui prétendent que ce passage en force pendant l'été a sifflé la fin de la partie en seront pour leurs frais.

C'est la loi du MEDEF et des entreprises du CAC 40.

De nombreuses actions et initiatives soigneusement cachées par les médias ont perduré pendant l'été et les sondages démontrent encore que deux tiers des Français restent opposés à cette loi, tant sur la manière outrancière employée pour l'imposer que sur son contenu réactionnaire.

Cette loi rétrograde est une fois de plus dictée par une commission européenne qui soumet les peuples à cette Europe du capital dirigée par les grands groupes industriels et financiers dont les gouvernements successifs se font les valets, depuis des décennies.

Pour ceux qui sont aux commandes du pays, c'est le mépris le plus total du peuple, c'est la poursuite effrénée des cadeaux aux plus riches, des exonérations au patronat au prétexte de l'emploi, rendu au contraire de plus en plus difficile et précaire.

Cette loi s'imbrique parfaitement avec celles de Macron, Rebsamen et le pacte de responsabilité, dans un seul objectif : **imposer le recul social, massacrer le code du travail pour les profits d'une minorité.**

C'est l'œuvre revancharde d'un patronat qui veut reprendre les conquises de hautes luttes arrachés parfois au prix du sang par plusieurs générations de salariés.

Cela ne relève en rien d'une fatalité économique, c'est la posture idéologique de l'exploitation capitaliste, la soumission totale des salariés et des peuples et la confiscation de la démocratie.

Le patronat profite de la bienveillance d'un gouvernement dit de gauche, qui conjugue politique anxigène et autoritaire, qui n'hésite pas à surfer à grand renfort de médias sur les événements dramatiques qui touchent notre pays depuis janvier 2015.

La baisse artificielle du chômage due aux méthodes de comptage qui faussent les statistiques ne trompe personne.

Pendant que Gattaz traite les militants de la Cgt de terroristes, c'est le silence total de toute la classe politique sur les rapports du cimentier LAFARGE avec DAESH dénoncés dans le journal « Le monde », du 23 juin dernier.

COMBIEN D'AUTRES ?

Avec la complicité d'une diplomatie mafieuse qui privilégie le fric à l'Humain en se fourvoyant avec des Etats anti démocratiques qui soutiennent le terrorisme !

C'est dans ce contexte de peur, de mensonge, qu'il faudrait au nom de « l'unité nationale » que les salariés, retraités, privés d'emploi, jeunes de notre pays acceptent de renoncer à leurs droits les plus élémentaires.

Amplifions les mobilisations pour refuser le recul social !

De l'argent, il y en a. En France les grands groupes capitalistes affichent pour le 1^{er} semestre 2016 des chiffres qui dépassent leurs attentes. Les bénéfices nets progressent en moyenne de 3.9%

Ces résultats sont obtenus à grands coups de délocalisations, de fermetures d'entreprises, d'aides et exonérations gracieusement accordées, d'accords de compétitivité signés par des organisations syndicales complices et grâce à ces lois de recul social que veut nous imposer cette classe dominante minoritaire.

La situation de Philips à Lamotte-Beuvron en est la parfaite illustration. En effet, la branche éclairage du groupe Philips, qui vient d'annoncer son projet de liquider son site de Lamotte-Beuvron, au prétexte d'un taux de marge insuffisant, a pourtant déclaré des bénéfices nets de 71 millions d'euros pour les 6 premiers mois 2016.

Parmi eux :

TOTAL, 4.374 milliards
AXA, 3.319 milliards
ORANGE, 3.168 milliards
Société Générale, 2.385 milliards
SANOFI, 2.245 milliards
AIRBUS, 1.761 milliards
RENAULT, 1.501 milliards
L'OREAL, 1.479 milliards
Le Crédit Agricole, 1.385 milliards
PEUGEOT, 1.212 milliards
MICHELIN, 769 millions
ARCELOR MITTAL, 572 millions
VALEO, 422 millions, etc.

Dès le 15 septembre, amplifions le mouvement pour stopper cette escalade dangereuse qui mène les salariés vers la pauvreté !

D'autres lois votées ou promulguées ont été jetées au panier grâce au rapport de force de la classe ouvrière la plus nombreuse et la plus forte, (1995, le plan Juppé – 2006, le CPE).

Le 15 septembre, répondons massivement par la grève et en manifestation au nouvel appel unitaire CGT – FO - FSU – SOLIDAIRES – UNEF – UNL et FIDL.

L'Union Départementale CGT de Loir & Cher vous appelle à décider dans chaque entreprise, chaque service de la grève sur l'ensemble des revendications, contre la loi travail et pour la conquête de nouveaux droits.

TOUTES ET TOUS EN GREVE, EN MANIFESTATION ET MOBILISÉS JEUDI 15 SEPTEMBRE 2016

A ROMORANTIN : 10H30 devant la sous-préfecture.

A BLOIS : 14H00 devant la Préfecture.